



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 16 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 mars 2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES ST CHRISTOPHE - SEMOUTIERS

Lieu-dit Les Jeunes Champs
52000 SEMOUTIERS MONTSAON

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mars 2022 dans l'établissement CARRIERES ST CHRISTOPHE - SEMOUTIERS implanté Lieu-dit Les Jeunes Champs 52000 SEMOUTIERS MONTSAON. L'inspection a été annoncée le 8 mars 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection était initialement prévue en 2021 au plan pluriannuel de contrôle. Elle a été reporté en 2022 notamment à cause de la crise sanitaire, ainsi que des contaminations successives au Covid, de certains personnels de l'entreprise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ST CHRISTOPHE - SEMOUTIERS
- Lieu-dit Les Jeunes Champs 52000 SEMOUTIERS MONTSAON
- Code AIOT dans GUN : 0005704449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La SAS carrière St Christophe est titulaire d'une autorisation d'exploiter sur le territoire de la commune de Semoutiers - Montsaon, délivrée par arrêté préfectoral N°1042 du 21 mars 2014. L'entreprise exploitait auparavant une carrière situé en face de celle autorisée actuellement. Le matériau issu du site, pourtant de bonne qualité, n'est pas mis en valeur, du fait de la proximité notamment avec d'autres carrières ; ainsi que de l'éloignement des chantiers obtenus par l'entreprise. Cette carrière est, de ce fait, sous exploitée, et accuse un retard de phasage important de quasiment 10 ans. La dernière campagne de concassage a été effectuée en 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Le respect de certains article de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/03/2014 :

- prescriptions générale
- phasage
- Épaisseur extraction
- Plan d'exploitation
- remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
prescriptions générale	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1	/	Sans objet
phasage	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8	/	Sans objet
Épaisseur extraction	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 10.1	/	Sans objet
Plan	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 16	/	Sans objet
remise en état	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 12.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été relevée le jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : prescriptions générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, prescriptions générale
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite avec 2 à 3 fronts de taille d'une hauteur maximale de 10 mètres, sauf sur certains secteurs, qui présenteront 2 paliers de 15 mètres. Ces gradins sont séparés par une banquette d'une largeur minimale de 5 mètres lors de l'exploitation.
Constats : Lors de la visite, seule une faible partie de la carrière a été exploitée. Depuis le début de la mise en exploitation du site, seul 5000 T d'extraction brute ont été traitées. Ce qui correspond à un très faible volume d'exploitation, et met en évidence une sous exploitation du site. Environ 75 % du site est encore cultivé. La partie exploitée se situe au Sud Ouest du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, phasage
Prescription contrôlée : phase quinquennale : regarder annexe 2
Constats : Le site étant sous exploité, il y a environ 2 phases quinquennales de retard. Il faudra certainement modifier le phasage initialement prévu, par le biais d'un porter à connaissance dans les prochaines années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épaisseur extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur extraction
Prescription contrôlée : côte mini NGF
Constats : Le jour de la visite l'exploitant a fourni un plan datant du 26 juillet 2021 , dont la levée a été effectuée par drone le 16 juin 2021. La côte minimale relevée sur le plan est de 323,81 m. Alors que la côte minimale autorisée pour ce secteur est de 301m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans une rayon de 50 mètres ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état ; • les bornes déterminant le périmètre d'exploitation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et les bornes de nivellement visées à l'article 4 ; • les pistes et voies de circulation ; • les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
Constats : Le plan fourni par l'exploitant comporte l'ensemble des données demandées dans son arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 12.2
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état est effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et devra être terminée au plus tard à l'échéance de l'autorisation (sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter) et l'extraction de matériaux commercialisables 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Un suivi écologique et d'accompagnement en cours d'exploitation sera mené par un organisme compétent en vue d'ajuster les conditions de remise en état du site en cas de besoin. Les compte-rendus de ce suivi seront transmis à l'inspection des installations classées. La remise en état sera conforme aux dispositions contenues dans le dossier de demande d'autorisation de 2013 et au plan de remise en état fourni en annexe 3.
Constats : Compte tenu du retard de phasage et de la faible exploitation ; la remise en état ne peut être effective. Les études de suivi écologique n'ont également pas débutées, justifié par le peu de changement sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet